

Mairie de Cléry-en-Vexin

CONSEIL MUNICIPAL

Procès-verbal - Séance du 7 avril 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le SEPT du mois d'AVRIL, le Conseil Municipal de la commune de CLERY-EN-VEXIN, dûment convoqué, s'est réuni à 20 heures 30 en session ordinaire au lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur René PANNIER, Maire.

Nombre de membres en exercice : 10

Date de convocation : 24/03/2025

Présents : Messieurs René PANNIER, Jérôme GUERIN, Georges VIALON, Robert VISBECQ, Jacques BEAUGRAND, Mesdames Nadège BESLON, Delphine ZECCA

Absents excusés : Madame Flore QUILLET-JACQUOT représentée par M. René PANNIER, M. Franck DELORME représenté par Mme Nadège BESLON, Mme Roseline URIE représentée par M. Jérôme GUERIN.

A été désigné secrétaire de séance : M. Jacques BEAUGRAND

L'ordre du jour est le suivant :

- Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 04 mars 2025,
- Compte Financier Unique 2024 (anciennement compte administratif),
- Compte de gestion 2024,
- Affectation du résultat,
- Amortissements,
- Etat de notification des produits prévisionnels et des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2025 (1259),
- Budget primitif 2025,
- Fonction de conseiller titulaire ou non-titulaire de délégation,
- Transport scolaire : participation communale 2025-2026 (collégiens – lycéens),
- Remboursement des frais de mise en fourrière animale par les propriétaires,
- Demande de subventions associations évoqués au dernier conseil,
- Délibération concernant le projet de Convention Territoriale Globale 2025-2029,
- Règlement du cimetière,

Informations diverses de M. le Maire

Questions Diverses

- Rétrocession de la route entre le cimetière de Cléry-en-Vexin et la jonction de la RD 159 appartenant à l'Etat aux communes de Cléry-en-Vexin et Guiry-en-Vexin,
- Mutuelle pour les administrés (AXA),

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à **20 heures et 39 minutes**.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 04 MARS 2025

M. PANNIER René, Maire, soumet le procès-verbal du 04 Mars 2025 à l'approbation des conseillers municipaux.

Ces derniers sont invités à faire savoir s'ils ont des remarques à formuler sur ce procès-verbal avant son adoption définitive.

Le Conseil Municipal **approuve**, à l'unanimité des membres présents et représentés, le procès-verbal du 04 Mars 2025.

APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 Délib n° 2025/04-05

Sur rapport de Monsieur Jérôme GUERIN, 1^{er} Adjoint au Maire,

Article 1 : Le compte financier unique 2024 est adopté comme suit :

		Fonctionnement	Investissement	Total cumulé
Recettes	<i>Titres émis</i>	340 477.16 €	78 878.00 €	419 355.16 €
	<i>Reste à réaliser</i>	- €	- €	- €
Dépenses	<i>Mandats émis</i>	396 248.63 €	113 863.65 €	510 112.28 €
	<i>Reste à réaliser</i>	- €	- €	- €
Résultat de l'exercice 2024 (solde d'exécution)	<i>Excédent</i>	- €	- €	- €
	<i>Déficit</i>	- 55 771.47 €	- 34 985.65 €	- 90 757.12 €
Résultat reporté (Année N-1)	<i>Excédent</i>	511 009.95 €	219 844.17 €	730 854.12 €
	<i>Déficit</i>	- €	- €	- €
Résultat de clôture	<i>Excédent</i>	455 238.48 €	184 858.52 €	640 097.00 €
	<i>Déficit</i>	- €	- €	- €

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

APPROUVE le Compte Financier Unique de 2024 ci-annexé.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2024 DU TRESORIER – BUDGET COMMUNE Délib n° 2025/04-06

Monsieur René PANNIER indique que l'exécution des dépenses et des recettes relatives à l'exercice 2024 a été réalisée par le Trésorier de MAGNY EN VEXIN et que le Compte de Gestion établi par ce dernier est conforme au Compte Financier Unique 2024.
Le Compte Financier Unique 2024 a été voté au point précédent.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'instruction budgétaire M57,

CONSIDERANT l'identité de valeur entre les écritures du Compte Financier Unique du Maire et du Compte de Gestion du Trésorier de MAGNY EN VEXIN,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

PRENDRE ACTE et APPROUVE le Compte de Gestion du Trésorier pour l'exercice 2024 dont les écritures sont conformes à celles du Compte Financier 2024 du Maire pour le même exercice.

AFFECTATION DU RESULTAT

(Délib n° 2025/04-07)

Monsieur Jérôme GUERIN, 1^{er} Adjoint au Maire, dit que :

Le résultat de clôture 2024 de la section d'investissement ne fait pas apparaître de besoin de financement et propose de ne pas affecter de résultat pour l'année 2025.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal, à la l'unanimité des membres présents et représentés,

APPROUVE la proposition de Monsieur Jérôme GUERIN, 1^{er} adjoint.

AMORTISSEMENTS

(Délib n° 2025/04-08)

Vu les articles L 2321-2 et suivants et R 2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Les dispositions du décret n° 2015-1846 du 29 décembre 2015 modifient l'article R 2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales sur deux points :

- La durée maximale d'amortissement possible des subventions d'équipement versées.
- La possibilité de neutraliser budgétairement les amortissements des subventions d'équipements versées.

En effet, l'amortissement généralisé des subventions d'équipement peut par l'accroissement des charges d'amortissement conduire la collectivité à constater pour un ou plusieurs exercices un déséquilibre de son budget, l'amenant ainsi à lever des recettes supplémentaires. Le dispositif de neutralisation permet de corriger ce déséquilibre. La charge d'amortissement est compensée par un produit de neutralisation (compte 77681) en contrepartie d'une diminution d'un compte de fonds propres spécifiques (compte 198).

Considérant la délibération du 25 février 2020 fixant à 8 ans la durée d'amortissement des subventions versées ?

Considérant que les opérations envisagées de régularisation comptable sont équilibrées en recettes et en dépenses et n'ont pas d'impact sur le résultat de fonctionnement et d'investissement,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **décide** d'émettre les mandats et titres nécessaires afin de permettre les régularisations comptables selon les comptes et montants détaillés sur le tableau suivant :

COMPTE	Mandats à émettre	COMPTE	Titres à émettre
681/042	33 546.75 €	2804182/040	33 546.75 €
198/040	33 546.75 €	77681/042	33 546.75 €
Total	67 093.50 €	Total	67 093.50 €

- **dit** que les crédits sont portés sur le budget primitif 2025,
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

FINANCES / VOTE DE TAUX 2025 POUR LES CONTRIBUTIONS DIRECTES
(Délib n° 2025/04-09)

M. Jérôme GUERIN 1^{er} Adjoint au Maire, propose à l'assemblée de voter les taux suivants pour les contributions directes :

- Taxe Foncière (bâti) : 28.50 %
- Taxe Foncière (non bâti) : 47.00 %
- Taxe d'habitation (TH) résidences secondaires 13.15 %

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, accepte la proposition des taux pour l'année 2025.

PRESENTATION DU BUDGET PRIMITIF 2025, ASSOCIATIONS SUBVENTIONS COMMUNALES, RESTE A REALISER
(Délib n° 2025/04-10)

Sur rapport de Monsieur Jérôme GUERIN, 1^{er} Adjoint au Maire,
Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'instruction budgétaire M57,
CONSIDERANT le projet de Budget Primitif 2025,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

APPROUVE par nature pour la section de fonctionnement et d'investissement, le Budget Primitif de l'exercice 2025 tel qu'il est annexé à la présente délibération et équilibré comme suit après reprise des résultats :

En section de fonctionnement : Dépenses : 784 435.48 €	Recettes : 784 435.48 €
En section d'investissement : Dépenses : 523 916.44 €	Recettes : 523 916.44 €

Soit pour un montant total du Budget Communal de 1 308 351.92 €.

Reste à réaliser de l'année 2024 : 0.00 €

ADOpte le tableau des effectifs du personnel annexé au Budget Primitif 2025.

ADOPTÉ le montant des subventions annexé au Budget Primitif 2025 comme suit, sous réserve d'une demande écrite des associations :

Désignation Associations	Montant proposé	Montant voté
Association Comité des Fêtes – Foyer Rural de Cléry-en-Vexin	1 500.00 €	1 500.00 €
ASC Cléry	0.00 €	0.00 €
Vie libre	30.00 €	30.00 €
Jeunes Sapeurs-Pompiers de Magny-en-Vexin et d'Aincourt	150.00 €	150.00 €

VU la présidence de Monsieur Jérôme GUERIN à l'association CFFR, il n'a pas participé au vote de cette subvention.

En accord avec la Directrice de l'école et l'assemblée délibérante il a été convenu exceptionnellement qu'aucune subvention pour l'ASC Cléry ne serait donnée pour l'année 2025. Elle sera reconduite pour l'année 2026.

INDEMNITE DE FONCTION DE CONSEILLER MUNICIPAL NON-TITULAIRE DE DELEGATION
(Délib 2025/04-11)

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date des 9 juin et 29 septembre 2020 fixant les indemnités de fonctions du maire et des adjoints,

Vu le budget communal,

CONSIDERANT que les assemblées délibérantes sont tenues de fixer les indemnités de fonctions dans la limite des taux maxima prévus par la loi pour chaque catégorie d'élus,

Monsieur le Maire précise qu'en application des dispositions de l'article L 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales alinéa II, les conseillers municipaux peuvent percevoir une indemnité de fonction spécifique, laquelle doit toutefois rester dans le cadre de l'enveloppe budgétaire consacrée au maire et aux adjoints ayant reçu délégation.

En aucun cas l'indemnité versée à un conseiller municipal ne peut dépasser l'indemnité maximale susceptible d'être allouée au maire de la commune.

Cette indemnité s'élève à 1.3 % de l'indice brut terminal de la fonction publique.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents et représentés,

- d'allouer, avec effet au 1er avril 2025 une indemnité de fonction aux conseillers municipaux

Et ce au taux maximum de 1.3 % de l'indice brut terminal de la fonction publique soit un montant annuel brut de 641.24 € à la date du 7 avril 2025.

Cette indemnité sera versée trimestriellement.

PARTICIPATION COMMUNALE AUX CARTES DE TRANSPORTS SCOLAIRES
POUR L'ANNEE 2025 - 2026 POUR LES COLLEGIENS ET LES LYCEENS
(Délib 2025/04-12)

Monsieur le Maire expose,

Vu les tarifs des différentes cartes de transports scolaires,

Pour l'année scolaire 2025-2026, les tarifs ont évolué par rapport à l'an dernier :

- La Carte Scolaire Bus Lignes Régulières C.S.B. (moins de 18 ans) pour voyager pendant les périodes scolaires entre le domicile et l'établissement scolaire était de 121,99 €. Ne connaissant pas encore la tarification pour la future rentrée, celle-ci sera donnée en information lors d'une prochaine séance du conseil municipal.
- La carte IMAGINE'R (jusqu'à 26 ans), pour les collégiens et pour les lycéens est de 384.30 € pour un tarif régional, pour se rendre au collège ou au lycée contre un tarif de 382.40 € observé l'an passé.

CONSIDERANT le coût des abonnements pour les familles,

CONSIDERANT que la Commune renouvelle son contrat de Tiers Payant Scolaire avec l'Agence IMAGINE'R pour gérer les abonnements avec prise en charge d'un montant fixe dont le choix n° 3, sera retenu.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

DECIDE de porter la participation de la Commune à hauteur de :

- 40 € pour la Carte Scolaire Bus Lignes Régulières (C.S.B.)
- 75 € pour la carte IMAGINE'R pour 2 zones (4-5 zones) Collégiens et Lycéens.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le Contrat Imagine R Tiers Payant Scolaire n° 25171 pour l'année 2025-2026,

PRECISE que tous les dossiers d'abonnement devront être impérativement validés par Monsieur le Maire avant leur dépôt auprès de Transdev Vexin et de l'Agence Imagine'R.

REMBOURSEMENT DES FRAIS DE MISE EN FOURRIERE ANIMALE PAR LES PROPRIETAIRES (Délib 2025/04-13)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Rural et notamment les articles L 213-1 et L 121-24 et L 211-22,

Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2006 autorisant la création du Syndicat Mixte de Gestion de la Fourrière Animale du Val d'Oise (SMGFAVO),

CONSIDERANT que les maires doivent prendre toutes les dispositions propres à empêcher la divagation des chiens et des chats,

CONSIDERANT le danger pour la sécurité publique causé par la présence sur la voie publique ou dans les propriétés privées de chiens et de chats errants en état de divagation,

CONSIDERANT que le Syndicat Mixte pour la Gestion de la Fourrière Animale du Val d'Oise (SMGFAVO) est en charge de la gestion d'un lieu d'accueil pour les animaux errants ou abandonnés,

CONSIDERANT que la commune de CLERY-EN-VEXIN est adhérente au Syndicat Mixte pour la Gestion de la Fourrière Animale du Val d'Oise et bénéficie dans le cadre des compétences facultatives dudit syndicat mixte des prestations de capture, ramassage, transfert, des animaux errants ou décédés sur la voie publique, suivant les tarifs fixés par le SMGFAVO.

Ayant entendu l'exposé de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide

Article unique.

Les frais de mise en fourrière animale, ci-joints annexés et validés par le contrôle de légalité en date du 21 décembre 2023, seront remboursés à la commune par le propriétaire de l'animal contrevenant et ce, par l'émission d'un titre de recettes dont le montant sera équivalent aux frais supportés par la collectivité pour la mise en œuvre de la procédure de mise en fourrière (capture, ramassage, transfert ...).

PROJET DE CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE 2027 - 2029

(Délib 2025/04-14)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale,

Vu le Code de l'action sociale et des familles,

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf),

Vu la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) arrêtée entre l'Etat et la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF),

Vu la délibération du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales du Val d'Oise (CAF) en date du 27 février 2024 concernant la stratégie de déploiement des Conventions Territoriales Globales (CTG),

Vu la délibération n° D 2025-03-17 du Conseil Communautaire de la CCVC du 27 mars 2025,

Considérant la nécessité de renouveler la signature de la Convention Territoriale Globale initiée par la CAF,

Considérant que la Convention Territoriale Globale consiste à signer un partenariat entre la Caisse d'Allocations Familiales du Val d'Oise (CAF), la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et la Communauté de Communes Vexin Centre,

Considérant que ce projet est établi à partir d'un diagnostic tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire et associant les acteurs concernés : habitants, élus, associations, collectivités territoriales ...

Considérant qu'elle a pour objet :

D'identifier les besoins prioritaires sur la commune ou communauté de communes.

De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin.

De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements.

De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants,

Considérant que les interventions de la CAF, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles concernent :

L'aide aux familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale.

Le soutien à la fonction parentale et la facilitation des relations parents-enfants.

L'accompagnement des familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

La création des conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et au retour à l'emploi des personnes et des familles,

Considérant que la CAF du Val d'Oise, la MSA, la Communauté de Communes Vexin Centre et les communes du territoire, s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la convention,

Considérant que la CTG matérialise également l'engagement conjoint de la CAF, la MSA et des collectivités à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire,

Considérant que la commune non-signataire ne bénéficiera pas de l'ensemble des financements possibles, proposé par les partenaires dans le cadre de cette convention.

Vu le projet de convention annexé en pièce jointe,

Le Conseil Municipal de Cléry-en-Vexin, après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet de Convention Territoriale Globale : CTG 2027-2029 annexé en pièce jointe.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la Convention Territoriale Globale : CTG 2027-2029.

MODIFICATION DU REGLEMENT DU CIMETIERE COMMUNALES

(Délib 2025/04-15)

Le cimetière communal, situé Grande rue des Tavernes, est affecté aux inhumations sur le territoire de la commune. Sa gestion relève du pouvoir de police du Maire, soumis à des règles spécifiques en matière de salubrité, de décence et de tranquillité publique. Un règlement fixant les règles de fonctionnement du cimetière a été approuvé par le Conseil municipal en 1957.

Depuis la mise en application du règlement, quelques dysfonctionnements sont apparus et il convient de modifier en conséquence le règlement, afin d'intégrer de nouvelles dispositions de gestion de cet espace public.

Le nouveau règlement du cimetière (ci-annexé à la délibération) a été examiné par le Conseil municipal.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2213-8 confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépulture,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-7 et suivants relatifs à la réglementation des cimetières et opérations funéraires,

Vu le Code pénal et notamment les articles 225-17 et 225-18 relatifs au respect dû aux défunts ainsi que l'article R 610-5 relatif au non-respect d'un règlement,

Vu le Code civil notamment les articles 78 et suivants,

Considérant qu'il convient de prescrire toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et la décence du cimetière,

Considérant le règlement du cimetière approuvé par le Conseil municipal en 1957,

Le Conseil municipal, après délibération, décide à l'unanimité :

D'APPROUVER les termes du nouveau règlement du cimetière communal tel qu'annexé afin de régir les comportements, travaux, et autres modalités de gestion au sein de cet espace public,

DE DIRE que le nouveau règlement entre en vigueur dès son adoption par le Conseil municipal,

D'AUTORISER le Maire à signer tout acte y afférent.

QUESTION DIVERSES :

Monsieur PANNIER évoque :

- La rétrocession de la route entre le cimetière de Cléry-en-Vexin et la jonction de la RD 159 appartenant à l'Etat. La préfecture propose aux Villes de Cléry-en-Vexin et Guiry-en-Vexin de transférer la route dans leur domaine public routier. Les Maires de Guiry-en-Vexin et de Cléry-en-Vexin donnent leur accord mais souhaite que cela soit fait uniquement après la réfection de la voirie à la charge de l'Etat. Le conseil municipal n'y voit pas d'inconvénient. Une délibération va être faite dans ce sens et en accord avec le Maire de Guiry-en-Vexin.

- L'assurance AXA est passée en mairie déposer des documents concernant une convention entre la mairie et AXA pour proposer une complémentaire santé aux habitants de Cléry-en-Vexin. Madame BESLON propose de se renseigner auprès de l'union des Maires afin de savoir si cela est légal. Les questions concernent la concurrence et la mise en place de ce dispositif.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h45.

Le secrétaire de Séance,
M. BEAUGRAND Jacques



Le Maire,
M. PANNIER René



